

Consommation et production durables

MANUEL LEHMANN, Thinkpact Zukunft

MARCEL ANDEREGG, Biovision

Le présent chapitre met principalement l'accent sur l'ODD 12 (établir des modes de consommation et production durable) et il fait référence aux sous-objectifs suivants

de l'Agenda 2030: 8.3 promouvoir l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation, 9.1 mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, 9.2 promouvoir une

industrialisation durable qui profite à tous et 11.1 assurer l'accès à un logement sûr et à coût abordable

Dans un rapport sur l'économie verte, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV)¹ constate que l'efficacité dans l'utilisation des ressources a augmenté ces dernières années en Suisse. Cependant, l'empreinte écologique des Suissesses et des Suisses est encore trois fois plus élevée que ce qui serait durable et elle continue à augmenter dans des secteurs importants tels que le climat ou la biodiversité. Autrement dit, **notre consommation de ressources exploite trois fois plus les possibilités de la planète que ce que la nature peut régénérer**. Nous vivons donc déjà sur le dos des générations futures, tout en profitant du fait que d'autres pays gaspillent moins de ressources que nous. Finalement, produire et consommer de façon durable est aussi une question de responsabilité et de justice.

Les trois secteurs que sont l'alimentation, l'habitat et la mobilité représentent ensemble environ 70 % de la charge écologique. Près de 70 % de la charge de consommation des Suissesses et des Suisses se fait à l'étranger. Par exemple, 86 % du sol utilisé directement ou indirectement pour notre consommation se trouve à l'étranger.² Notre consommation a des conséquences négatives surtout à l'étranger, ce que les consommatrices et les consommateurs suisses ignorent souvent car ils n'en subissent pas les effets secondaires au quotidien.

Face à cela, il devient clair que la consommation et la production ont un rôle important à jouer dans le développement durable. Dans le « Rapport au Conseil fédéral – économie verte »³, l'OFEV offre une rétrospective et perspective de ses activités. Ces activités peuvent être correctes dans leur orientation – par exemple l'offre du Réseau Suisse pour l'efficacité des ressources (Reffnet) – mais elles ne suffisent pas à amorcer un véritable changement vers la durabilité.

Dans certains secteurs, on constate aussi des développements positifs. Par exemple, l'offre croissante de menus végétariens et véganes dans les cantines publiques et privées est encourageant. Toutefois, la consommation de viande des Suissesses et des Suisses reste relativement stable depuis dix ans. En 2016, elle se situait autour de 50.98 kg (poids à la vente) en moyenne par habitant; au niveau international, ce chiffre était de 41.3 kg. La production de viande pèse de façon très importante sur l'environnement et le climat. Selon la

> voir également: Planète et environnement

« Zukunftsstiftung Landwirtschaft », qui fait référence au Rapport mondial sur l'agriculture 2013, environ 18 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre en équivalent de CO₂ résultent de la production de viande. **La consommation de viande est donc un levier important pour diminuer la pression sur l'environnement et le climat. En 2016, la Confédération a soutenu Proviande (l'interprofession suisse de la filière viande) avec 6.15 millions CHF.**⁴ Au lieu de réduire la consommation de viande suisse, celle-ci est donc promue et stimulée.

> voir également : De nouveaux instruments pour améliorer la cohérence en faveur du développement durable

Les efforts de la Confédération et du secteur privé portent principalement sur les innovations techniques et les appels à changer la façon de consommer, mais ils restent sans effet. Les incitations à adopter un comportement néfaste pour l'environnement continuent et il n'y a toujours pas de stratégie pour les éliminer. **Il n'y a presque aucune stratégie pour diminuer la consommation en général et fabriquer des produits qui durent plus longtemps ou qui s'insèrent dans l'économie circulaire.** Il serait souhaitable d'examiner attentivement et de prendre en compte le potentiel des innovations sociales et de l'économie collaborative – les mots clé ici sont économie collaborative, entrepreneuriat social, coopératives – et de promouvoir des laboratoires sociaux qui testent l'abandon des modèles de consommation et production courants.

> voir également : Moyens de mise en œuvre

Les efforts du Programme d'encouragement pour le développement durable (Office fédéral du développement territorial) et de la nouvelle politique régionale (SECO) méritent certes d'être salués, mais se restreignent pour beaucoup à des projets pilotes ou à les initiatives restreintes à des contextes locaux. Des projets de sensibilisation, par exemple en matière de gaspillage alimentaire, ateliers de réparation/Repair Cafés, consommation ou partage, c'est-à-dire l'utilisation partagée de biens de consommation, existent, mais ce sont des initiatives de niche qui, faute de financements, ont une portée limitée. Il faut plus de recherche pour clarifier dans quelles circonstances et par quelles approches participatives on peut toucher des cercles plus larges de la population. Il faut une recherche sur l'innovation, comme prévu dans l'ODD 8.3, qui considère l'innovation sociale comme une partie essentielle du développement. Le soutien actuel devrait être plus ample et inclure aussi l'innovation sociale. Ceci ne marche que si on y met les leviers qu'il faut et on y alloue les moyens nécessaires. Les initiatives privées qui créent une plus-value sociale et/ou écologique doivent être soutenues par l'Etat grâce à des instruments ciblés.

Pour les biens de consommation, l'un des problèmes centraux est le fait que les prix ne reflètent pas la vérité, car ils ne couvrent pas tous les coûts qui incombent à la communauté. Pour se rapprocher de la vérité des coûts, il faudrait éliminer les incitations contre-productives, augmenter les taxes selon le principe du pollueur – payeur, créer des incitations à la production durable et **sensibiliser la population.**

> voir également : Enjeux liés à la politique d'éducation

La consommation et la production durables promeuvent un changement radical de mentalités. Cela devrait se refléter dans les systèmes de mesure, qui doivent être conçus pour mettre le bien-être public au centre et se concentrer sur les progrès sociaux et écologiques.

Dans les secteurs habitat et mobilité, beaucoup peut être fait en réduisant de façon cohérente les combustibles fossiles et en introduisant des conditions et des taxes selon le principe du pollueur – payeur. L'étalement urbain doit être limité par un aménagement du territoire qui vise la durabilité. Il faut renforcer les incitations pour construire dans l'utilité publique, l'assainissement et la rénovation. Les expériences menées avec des projets novateurs montrent qu'on peut promouvoir le comportement durable chez les habitants par des mesures architecturales ciblées.

> voir également : Planète et environnement

Parmi les trois thèmes clé mentionnés ci-dessus – alimentation, mobilité et habitation – prenons celui du gaspillage alimentaire: en Suisse, un tiers des denrées alimentaires finissent à la poubelle, dont 45 % chez les ménages.⁵ L'ODD 12.3 vise à réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici 2030.

Le sujet est abordé dans le „Plan d'action économie verte 2013“ par un memento sur comment donner la nourriture non consommée à des œuvres d'entraide. L'OFEV a mené des études sur ce thème.⁶ **Plusieurs initiatives et**

> voir également : Moyens de mise en œuvre

projets de réduction du gaspillage alimentaire émanent de la société civile (par ex marchés Caritas, Ässbar, Tischlein deck dich, Schweizer Tafel, etc.). Ces projets sont parfois soutenus par la Confédération, mais avec peu de ressources. Pour atteindre l'ODD 12.3 en Suisse, **il faut une prise de conscience radicale des consommateurs**. Les initiatives et les actions jouent un rôle central de sensibilisation. L'Etat, les entreprises et la société civile doivent coordonner ces tâches de façon sensée et efficace.

> voir également : Enjeux liés à la politique d'éducation

Recommandations

1. La Confédération doit promouvoir des stratégies pour abaisser l'empreinte écologique de la Suisse à un niveau durable, équivalant à une planète. La croissance qui repose sur une augmentation accrue de l'utilisation de ressources ne doit plus être rentable. La croissance et le développement doivent s'inspirer d'avantage des systèmes d'indicateurs de mesure du bien-être.
2. En matière d'innovation sociale et d'économie collaborative, il faut allouer plus de fonds à la recherche. Il faut promouvoir la recherche sur les circuits économiques locaux, l'économie circulaire, l'innovation sociale et l'économie collaborative, ainsi que les projets pilotes dans les communes et les cantons. Les connaissances acquises doivent être mises en pratique à grande échelle et il faut créer les conditions cadres pour cela.
3. La Suisse doit diminuer l'utilisation de combustibles fossiles en introduisant des conditions et des taxes selon le principe du pollueur – payeur dans les secteurs de la mobilité et de l'habitat.

NOTES

- | | |
|---|--|
| <p>1 Office fédéral de l'environnement OFEV, <u>Economie verte: indicateurs pour l'évaluation des progrès</u>, Berne, 2016</p> <p>2 Yang Yu, Kuishuang Feng, und Klaus Hubacek: <u>Tele-connecting local consumption to global land use</u>, Global Environmental Change 23, Nr. 5 1.10.2013: Pages 1178–86. Ou: site de l'Office fédéral de l'environnement OFEV: <u>Utilisation des ressources – La consommation en Suisse porte atteinte à l'environnement au-delà des frontières nationales</u></p> | <p>3 Office fédéral de l'environnement OFEV, <u>Rapport au Conseil fédéral – économie verte</u>, Berne, 2016</p> <p>4 Proviande <u>Rapport d'activités 2016</u></p> <p>5 <u>foodwaste.ch</u></p> <p>6 Office fédéral de l'environnement OFEV: <u>Gaspillage alimentaire dans le commerce de détail et la restauration en Suisse</u>, 2014.</p> |
|---|--|

LITTÉRATURE COMPLÉMENTAIRE

Prise de Position Pro Natura: Pour une économie durable en Suisse. 2013 (sur demande: secretariat.romand@pronatura.ch)